

Thierry Wolton : dans la tête de Kim Jong-un

Par Thierry Wolton Publié le 10/05/2018 à 18:41



FIGAROVOX/ANALYSE - Donald Trump a annoncé qu'il rencontrerait Kim Jong-un le 12 juin à Singapour. Pour Thierry Wolton, la Corée du Nord arrive aujourd'hui au même stade que d'autres États totalitaires de basse intensité, comme la Chine après Mao ou la Russie sous l'ère Brejnev.

Thierry Wolton est notamment l'auteur d'Une histoire mondiale du communisme en trois volumes, publié chez Grasset à partir de 2015. Le troisième tome, intitulé «Les Complices», est paru en septembre 2017.

Donald Trump va se rendre à Singapour convaincu que sa fermeté a obligé Kim Jong-un à revoir ses prétentions nucléaires, et choisir la voie du désarmement. La libération préalable de prisonniers américains retenus par Pyongyang a achevé de le convaincre qu'il avait usé de la bonne méthode. Mais si l'on veut bien se souvenir que la Corée du nord reste un pays communiste, même mâtiné de nationalisme, le virage de Pyongyang paraît plutôt s'inscrire dans une tradition propre au fonctionnement de ce type de régime, de leur rapport avec les démocraties capitalistes, ce qui a peu à voir avec la politique américaine. La nouvelle étape qui s'ouvre est celle qu'ont suivie auparavant tous les pays communistes dans le monde au XXe siècle lorsqu'ils sont passés d'un régime de haute intensité totalitaire à un régime de basse intensité. Tous ont d'abord connu une guerre civile, menée par le parti-Etat contre leur propre peuple, afin d'asseoir le pouvoir communiste par la terreur: ce furent les années Lénine-Staline en URSS, Mao en Chine, Ho Chi Minh au Vietnam, Castro à Cuba, sans oublier tous les «petits Staline» qui ont régné dans les pays d'Europe centrale et orientale après guerre. La durée de cette phase de haute intensité a varié en fonction des besoins du pouvoir, des résistances rencontrées, ou encore des intérêts du «camp socialiste» et des bénéfices que pouvait en tirer la nomenklatura. La société une fois «matée», si l'on peut dire, une phase de basse intensité totalitaire a commencé. La Corée du nord, elle, en est resté au stade premier, par la volonté de ses dirigeants, la dynastie des Kim.

La planification socialiste a été un échec général.

D'une manière générale, les années de basse intensité totalitaire ont correspondu à des changements à la tête des parti-Etats: Khrouchtchev-Brejnev en URSS, Deng Xiaoping et ses successeurs en Chine, Gierek en Pologne, Kadar en Hongrie, etc. Entre haute et basse intensité le mot totalitaire est le plus important: les structures du pouvoir n'ont pas changé, ni les méthodes de contrôle de la société, mais la mutation a permis en général une ouverture en direction de l'étranger. La basse intensité rend le régime plus présentable, la terreur directe est abandonnée grâce à un contrôle social devenu plus efficace sur des populations nées et éduquées sous ce type de régime, qui ont appris à s'en accommoder, à vivre sous le joug. Le choix du passage d'une phase à l'autre a aussi répondu à des impératifs économiques. La planification socialiste a été un échec général, les besoins de financement, de technologie, de savoir-faire sont devenus une nécessité pour le fonctionnement des régimes communistes, plus encore pour leur compétition avec les pays capitalistes. En phase de basse intensité, le bloc socialiste s'est placé sous perfusion des économies libérales, une époque nommée «détente», lui évitant de la sorte d'être définitivement distancés par leur ennemi. L'ouverture n'a pas suffi à sauver ces régimes, mais elle a sans nul doute retardé leur effondrement final. La République populaire de Chine qui a tiré les leçons de la chute de l'URSS et de ses satellites a le mieux su exploiter les avantages de cette phase, son spectaculaire

redressement économique des deux dernières décennies du précédent siècle, est du pour l'essentiel à la manne des investissements directs étrangers.

La Corée du Nord actuelle en est au stade où en était la Chine à la mort de Mao, une puissance nucléaire exsangue économiquement. Si Kim Jong-un veut empêcher la marginalisation définitive de son pays, éviter qu'il ne sombre définitivement dans son sous-développement actuel - avec des conséquences sur l'appareil militaro-industriel nécessaire à sa politique de nuisance - il lui faut intégrer l'économie mondialisée pour profiter de son élan.

La Corée du Nord actuelle en est au stade où en était la Chine à la mort de Mao.

L'opération de charme entreprise n'a pas d'autre but probablement. Il faut espérer que la population nord coréenne connaisse à l'avenir un régime de basse intensité totalitaire afin que les capitalistes qui ne vont pas manquer de se porter au secours du régime, dans l'espoir d'y faire des bénéfices, n'aient pas d'état d'âme à commercer avec un partenaire au fond si peu recommandable. Nous nous trouvons devant un cas de figure maintes fois observé au XXe siècle dans les relations Est-Ouest ou plus exactement Ouest-Est car les flux ont toujours fonctionné en ce sens. Nul ne conteste avec le recul du temps que la «détente» des années 1970, marquée elle aussi par un désarmement, a profité au «bloc» socialiste pour consolider ses économies et surtout pour gagner en influence sur la plupart des continents, même si cela n'a servi à rien au final.

À elle seule, la Corée du nord ne présente pas de danger, malgré les rodomontades de Kim Jong-un. Mais il est difficile de séparer son cas de celui du grand voisin chinois. Pyongyang vit sous dépendance de Pékin depuis la guerre de Corée, un conflit voulu et soutenu à l'époque par Mao, contrairement à Staline qui ne souhaitait pas d'abcès de fixation dans la région. Le sort des deux républiques populaires, de Corée et de Chine, reste lié. Les Kim ont jusqu'à présent tenu le rôle des méchants du camp communiste, une posture utile pour le régime chinois qui, par contraste, rassurait les investisseurs occidentaux. L'actuel tournant diplomatique ne se fait pas sans l'accord de Pékin que Kim Jong-un est venu chercher par deux fois auprès de Xi Jinping, d'abord avant sa rencontre de la fin avril avec le président sud-coréen, puis préalablement à ce sommet avec Trump. Dans cette nouvelle phase, les deux partenaires communistes poursuivent leur propre objectif, sortir le pays de son isolement mortifère pour le dirigeant nord coréen, asseoir son rôle de leader mondial pour le dirigeant chinois. La participation de la Chine aux sanctions décidées contre Pyongyang, puis à présent ce rôle de modérateur renforce la stature de Xi Jinping. L'économie rayonnante de Pékin n'a plus besoin d'une Corée diabolisée pour rassurer les investisseurs, et encore moins d'un foyer de tension dans son précarré régional au moment où son bras de fer commercial avec Washington est engagé. À plus ou moins long terme Pékin espère qu'une pacification de la péninsule coréenne conduira à un désengagement des États-Unis dans cette partie de l'Asie où les ambitions expansionnistes de Xi Jinping ne se cachent plus.

Bref, le maître du calendrier n'est pas Donald Trump, comme le croit l'intéressé, mais les deux dirigeants communistes qui spéculent désormais sur la crédulité occidentale déjà éprouvée au siècle dernier, l'un pour sauver son régime, l'autre pour développer sa stratégie de conquête planétaire. Dans cette perspective, l'attention portée par Washington à l'Iran sert les desseins de Pékin et de Pyongyang, faute pour les États-Unis de pouvoir être sur tous les fronts à la fois. La tension au Moyen Orient incite les Américains à se montrer moins regardant en Asie. Ces remarques ne veulent pas dire qu'il faille refuser l'ouverture, tout ce qui peut favoriser la paix et, espérons-le, soulager le sort de millions de Nord-Coréens, ne saurait être négligé. Mais pour dîner avec le diable..., la suite du dicton est connue.

